

## **ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Intervention de M. Claude Mandil, Directeur exécutif de L'Agence Internationale de l'Energie, le 17 mai 2005

### **Organisation de l'Agence**

L'Agence a été créée par l'OCDE en 1979 pour éviter un nouveau choc pétrolier et pour gérer les stocks stratégiques (90 jours d'importation). Son siège est à Paris mais la France ne l'a pas rejointe avant 12 ans en raison de sa distanciation des Etats-Unis et de son désir de ne pas paraître s'opposer aux Etats arabes de L'OPEP. Elle y a adhéré en 1991, après la première guerre du Golfe.

L'organisation est intergouvernementale et comprend 26 membres.

Amérique du Nord : USA, Canada.

Pacifique : Japon, Corée, Australie, Nouvelle-Zélande.

Europe : Les 15 ainsi que Norvège, République Tchèque, Suisse, Turquie

Candidats : Pologne et Slovaquie.

### **Politique de l'Agence**

L'inspiration de l'Agence n'est pas vraiment libérale, s'efforçant de promouvoir un minimum de contrôle des marchés pour assurer la sécurité des approvisionnements, l'économie des ressources et la protection de l'environnement.

L'Agence ne disposant pas de moyens exécutifs propres, procède par l'élaboration d'un éventail de scénarios à l'horizon 2030 devant permettre aux Etats membres d'arrêter leur politique.

### ***Deux problèmes principaux se posent :***

#### **1) La ressource**

Selon l'Agence, la consommation d'énergie, actuellement de 10 Milliards de tonnes d'équivalent-pétrole, devrait en atteindre 15 en 2030 . La croissance de la consommation, qui pour le moment concerne principalement le pétrole, serait pour l'essentiel due aux pays émergents (Chine et Inde notamment) .

Les principales réserves de pétrole se trouvent dans trois zones :

Le Moyen-Orient, facile d'exploitation, mais avec insécurité politique.

La Russie, avec plus de difficultés d'exploitation, et des aléas politiques.

L'Arctique, mais à grande profondeur.

Le progrès des techniques d'exploitation et l'amélioration des seuils de rentabilité des gisements difficiles que permet la hausse des cours, augmentent les réserves théoriques et peuvent, à terme, alléger la dépendance des pays industriels à l'égard des zones potentiellement instables. Et bien entendu, un accroissement durable des prix ne pourrait en outre que peser sur la demande.

## 2) Les émissions de CO2

Plus préoccupantes sont les perspectives d'évolution des émissions de CO2, source majeure vraisemblable des changements climatiques actuels. Certes, la plus grande rigueur des méthodes de production et de consommation, ainsi que l'appoint de l'énergie nucléaire ont permis dans les pays anciennement industrialisés une croissance des émissions plus faible que celle de la consommation d'énergie, à la différence des trente dernières années. Mais l'irruption des pays émergents sur le marché de l'énergie se traduit par une croissance exponentielle des émissions de CO2, d'autant plus que ces pays échappent aux dispositions du protocole de Kyoto, pourtant insuffisantes au regard de la gravité de la situation.

Alors qu'il est indispensable au minimum de stabiliser la concentration de CO2 dans l'atmosphère, le protocole n'a pas pris en considération le fait que 1,6 milliards d'habitants ne disposent actuellement d'aucun accès à l'électricité. Leur desserte souhaitable, et inéluctable, aggravera considérablement le problème.

Il convient de retenir un scénario alternatif, non révolutionnaire mais tenant compte de l'évolution prévisible et basé sur les projets déjà engagés ou envisagés :

- augmentation du nucléaire et des énergies renouvelables
- accroissement de l'efficacité énergétique (unité-équivalent-pétrole/ PIB)

Ces deux facteurs entraîneraient déjà une diminution de la demande de 12,8 millions de barils-jour. L'augmentation de l'efficacité énergétique en s'appuyant sur les normes les plus sévères des techniques existantes, et donc facilement réalisable, permettrait 30% d'économies. Il s'agit donc d'un scénario réaliste et relativement peu onéreux, à mettre en œuvre sans délai et dont on doit aussitôt analyser les résultats.

Mais à plus long terme on ne pourra échapper à une action plus large et plus productive. Il est émis actuellement 20 MT de CO2 par an. Il faut étudier les moyens d'éviter l'émission d'1 MT par des actions multiples, notamment des percées technologiques en énergies renouvelables, actuellement trop chères (sauf éoliennes), investir dans le domaine photovoltaïque, la biomasse (biocarburant) dont les procédés de traitement actuel sont encore trop consommateurs d'énergie, le retraitement des déchets.

Il faut également étudier la capture et la séquestration du CO2 (à récupérer et à injecter dans des couches géologiques profondes, ou à pulser dans des mines désaffectées, les gisements de pétrole et de gaz épuisés (gisements norvégiens ?)

Toutes les solutions doivent être explorées.

## QUESTIONS PARTICULIERES

### Kyoto

Les refus du protocole proviennent des pays en voie de développement et des USA .

Les PVD ne s'estiment pas responsables d'un effet de serre créé par les pays industriels et ne veulent pas freiner leur croissance. Il faudrait leur accorder des incitations financières à l'économie de CO2.

Les USA invoquent des raisons budgétaires.

**Nimby** ( not in my backyard)

L'adage est généralement vérifié : les solutions sont acceptées sur le principe, mais non sur leur localisation (terminaux méthaniers, raffineries).

**Chine**

Doit on la traiter encore comme un PVD alors que son taux de croissance se maintient en tête depuis plusieurs années ?

La Chine fait des efforts certains pour réduire ses émissions : adoption des normes UE pour les automobiles, amélioration des centrales thermiques au charbon.

Le Chinois consomme 15 fois moins d'énergie que l'Américain. Son énergie provient à 76% du charbon.

**Inde**

La situation est très critique dans la plus grande partie du pays mais quelques villes font des efforts (transports publics au gaz à New-Delhi et Bombay)

**Hydrogène**

Sa production actuelle consomme plus d'énergie qu'elle en produit .

**Solaire**

L'importante expérience allemande n'a pas permis de permettre une réduction des coûts. Le solaire ne fonctionne encore le plus souvent qu'avec subventions à fonds perdus.

.